

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Conseil fédéral 4

La concordance a été rompue :
l'UDC n'a pas de 2ème conseiller
fédéral



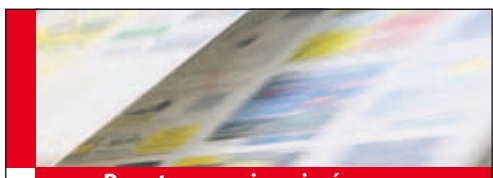
Nouveaux membres du groupe 8

L'UDC présente les nouveaux
membres du groupe



Retour sur la cam- pagne électorale 10

Galleries d'images sur les événe-
ments marquants de la campagne



Pour tous vos imprimés



Zofinger Tagblatt AG
Medien- und Printunternehmen
Zofinger Tagblatt AG, 4800 Zofingen
Tel. 062 745 93 93, www.ztonline.ch

*L'UDC vous remercie de votre en-
gagement et vous souhaite - ainsi qu'à
votre famille - de joyeuses fêtes de
Noël et plein succès pour la nouvelle
année!*

Nous félicitons Ueli Maurer de sa réélection bien méritée!





Le Parlement a définitivement rompu la concordance

Dans le cadre de l'élection de renouvellement total du Conseil fédéral, la fraction UDC a plaidé pour la restauration de la concordance. Avec notre double candidature, nous avons offert au Parlement le choix régulièrement demandé entre deux candidats parfaitement adéquats. L'UDC a tendu la main, dans l'intérêt de ses 661'000 électeurs et électrices, se déclarant prête à prendre des responsabilités et à collaborer au Conseil fédéral avec deux représentants. Cette main tendue a clairement été rejetée par le Parlement, qui a préféré installer un gouvernement de centre-gauche.

Je ne souhaite cependant à ce stade pas manquer de féliciter notre conseiller fédéral Ueli Maurer pour le succès de sa réélection. Au nom de l'UDC, je lui souhaite beaucoup de force et de courage pour les grands défis du gouvernement fédéral. En trois ans à peine, Ueli Maurer a réussi à rendre à l'armée sa capacité à agir et à rectifier de nombreux défauts. Il restera le seul membre du Conseil fédéral à défendre, sans demi-mesure, l'indépendance et la souveraineté de notre pays. Cette tâche est essentielle.

L'UDC s'inquiète beaucoup pour notre pays. Nombre d'États voisins sont embourbés dans une profonde crise financière et d'endettement. Ils sont confrontés à des taux de chômage élevés, en particulier celui des jeunes. De plus, les tensions sociales

et politiques s'accroissent. De nombreux citoyens et citoyennes se sentent escroqués par leur gouvernement. Nous ressentirons au cours de cette législature aussi les conséquences de ces évolutions et une méfiance croissante à l'égard des « gouvernants ». L'économie suisse doit lutter en raison de la crise au sein de l'UE et de la chute de l'euro. La demande en biens d'exportation a déjà reculé et d'autres secteurs économiques perçoivent déjà les premiers signes d'affaiblissement de notre économie. Nous risquons ainsi en Suisse également un accroissement du chômage.

Le domaine de l'asile échappe désormais à tout contrôle et l'immigration en Suisse ne peut plus être maîtrisée. La pression extérieure sur notre indépendance et notre souveraineté, et donc en fin de compte sur notre prospérité, se renforce de jour en jour. On essaie de prendre quelque chose là où il y a encore quelque chose à prendre : chez nous en Suisse.

En élisant la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf, les autres partis ont sciemment rompu la concordance et définitivement mis en place une coalition de centre-gauche. Une opportunité d'instaurer une stabilité politique à long terme a été manquée. L'UDC est, de loin, le parti au plus grand nombre d'électeurs et, avec elle, plus d'un quart de la population suisse est ainsi sous-représenté au gouvernement national. Avec un seul conseiller

fédéral, l'UDC ne peut plus assurer la tâche gouvernementale de manière adéquate et devra miser davantage sur la participation directe des citoyennes et citoyens au moyen de référendums et d'initiatives populaires. La question du choix entre la participation au gouvernement et un passage à l'opposition sera examinée et tranchée lors de l'assemblée des délégués du 28 janvier 2012.

Je souhaite remercier une fois de plus de tout cœur nos deux candidats au Conseil fédéral, le conseiller national Jean-François Rime et le président du Conseil national Hansjörg Walter, de s'être portés volontaires pour défendre le rétablissement de la concordance. L'UDC est fière de disposer de personnalités aussi profilées et aussi engagées. Je souhaite à Hansjörg Walter, président nouvellement élu du National et donc premier citoyen du pays, beaucoup d'habileté dans la gestion des affaires du Conseil mais aussi de nombreuses rencontres stimulantes avec la population suisse.

Enfin, je vous souhaite à toutes et à tous, chère famille UDC, de belles fêtes de Noël et une excellente année 2012.

Toni Brunner
Président de l'UDC Suisse

Assemblée des délégués de l'UDC Suisse du 10 décembre 2011 Manifeste de l'UDC Suisse en prévision de l'élection du Conseil fédéral du 14 décembre 2011 :

La principale ligne directrice du Conseil fédéral est le bien-être du pays

L'assemblée des délégués de l'UDC Suisse demande aux autres partis et, partant, au Parlement de rétablir la concordance qui a fait ses preuves. Il est plus important que jamais que les quatre principaux partis soient représentés au gouvernement alors que des turbulences économiques se profilent à l'horizon et que l'indépendance de la Suisse est menacée.

Concordance signifie stabilité

Le principe de la concordance a été appliqué en Suisse entre 1959 et 1999 et entre 2003 et 2007. Il signifie que les quatre plus grands partis peuvent revendiquer deux sièges et le quatrième parti un siège au Conseil fédéral. Ce système a non seulement contribué à la stabilité de la Suisse, mais il a aussi donné une forte assise au Conseil fédéral. Un retour à la concordance redonnerait au gouvernement du pays son ancienne stabilité dont il a un urgent besoin aujourd'hui.

Pour la concordance – prête à s'installer dans l'opposition

L'UDC préfère participer au gouvernement que de s'installer dans l'opposition, car elle peut ainsi dès le départ et plus étroitement participer aux processus politiques et assumer pleinement ses responsabilités. Une UDC dans l'opposition serait contrainte de recourir davantage aux référendums et aux initiatives pour agir en politique. La concordance doit cependant être plus qu'une simple gestion des affaires. Un tel système exige la présence de fortes personnalités au gouvernement, donc de conseillers fédéraux qui défendent les positions de leurs partis afin que le gouvernement retienne après un intense débat la solution la plus utile au pays.

La concordance signifie l'implication des principales forces du pays

Le système de concordance suisse réunit les principales forces politiques du pays même si celles-ci défendent des positions différentes dans des questions politiques essentielles. La conséquence évidente de ce constat est que le Conseil fédéral doit comprendre plus d'un représentant de l'UDC.

Oui à la concordance et à la responsabilité gouvernementale

Nombre d'Etats européens secoués par la crise actuelle cherchent à mettre en place des gouvernements réunissant tous les partis pour retrouver la voie de la stabilité économique et financière. La Suisse aussi devra relever de lourds défis économiques et les pressions des pays voisins continueront d'augmenter. Il est donc d'une importance capitale que les quatre plus grands partis participent au gouvernement. Tant que l'UDC n'est pas impliquée avec deux membres dans le gouvernement collégial, elle ne peut assumer la pleine responsabilité gouvernementale.

Il faut se battre pour les solutions utiles au pays

La concordance qu'il s'agit aujourd'hui de rétablir a souvent produit des solutions durables. Pour bien préparer les objets dont doit décider le gouvernement, il faut commencer par les soumettre à une analyse complète et critique. Voilà la recette du succès. Les bonnes solutions doivent être soigneusement préparées et les décisions prises finalement doivent être le fruit d'une discussion intense pour être réellement utiles au pays.

4 Elections du Conseil fédéral

« Il y aura désormais u

Le Parlement a une fois de plus rejeté lors de ces élections générales au Conseil fédéral le droit établi de l'UDC à un deuxième siège au gouvernement suisse. Le Parlement a ainsi rompu avec le système de concordance, qui a fait ses preuves, pour installer définitivement une coalition de centre-gauche au gouvernement. Il a raté une occasion de créer une stabilité politique durable. L'UDC, qui est de loin le premier parti de Suisse par le nombre de ses électeurs, et avec elle plus d'un quart de l'électorat suisse continuent donc d'être sous-représentés au gouvernement du pays. Reprenant immédiatement son travail politique, l'UDC continuera de se concentrer sur les problèmes et défis qui attendent la Suisse: la sauvegarde des emplois, la défense de l'indépendance du pays, la consolidation des institutions sociales, la reprise du contrôle de l'immigration et la résolution des problèmes massifs qui affectent le secteur de l'asile.



Le président de fraction Caspar Baader répond aux questions de Beni Gafner dans la Basler Zeitung du 15 décembre 2011

Monsieur Baader, la nuit tombe, votre stress semble être passé. Vous avez maintenant le temps de réfléchir à la journée écoulée. Qu'en gardez-vous ? De la déception ?

Caspar Baader : Pour ne rien vous cacher, je suis bel et bien déçu, parce que le Parlement a rompu la concordance, une forme de gouvernement qui avait fait ses preuves depuis de nombreuses années. Nous avons maintenant glissé vers un régime gouvernemental similaire à celui des pays voisins : une coalition gauche-droite. Puisque nous ne sommes plus représentés comme il se doit au Conseil fédéral, nous avons désormais, en tant que parti, une mission différente.

Laquelle ?

Caspar Baader : À partir de maintenant, nous devons en premier lieu défendre les revendications de nos 660'000 électrices et électeurs, si nécessaire hors du gouvernement, au moyen d'initiatives et de référendums. Il faut

travailler dur.

Qu'est-ce que cela signifie dans le quotidien parlementaire ?

Caspar Baader : Il y aura une plus forte polarisation, donc une plus grande instabilité. Les partis pleinement intégrés au Conseil fédéral s'appuieront de plus en plus sur le pouvoir gouvernemental dont ils disposent, et que nous devons remettre en question de manière encore plus critique. Si par exemple le gouvernement présente des projets liés à l'UE qui incluent la reprise automatique du droit européen et la soumission aux décisions de la justice européenne, l'UDC devra s'y opposer par voie de référendum.

Quelles erreurs avez-vous personnellement commises dans la procédure d'élection qui explique cet échec ?

Caspar Baader : On peut toujours épiloguer sur les stratégies. Nous aurions vraisemblablement pu obtenir un second siège si nous avions d'emblée cédé à la pression du PS, qui demandait de ne pas défendre la concordance et d'attaquer uniquement le siège PLR. Ce n'était pas envisageable. Le prix d'un deuxième siège UDC accordé par la grâce du PS aurait été trop élevé pour notre futur politique. Nous lui aurions été redevables sur des questions de contenu pendant les quatre années à venir. C'était hors de question.

Comment se sont exactement dérou-

lés vos pourparlers avec le PLR ?

Caspar Baader : Notre objectif était de rétablir la concordance, qui est la forme la plus stable du gouvernement. Dès le départ, nous avons clairement fait savoir que si la concordance était rompue par la réélection de la conseillère fédérale PBD, toutes les options étaient ouvertes en ce qui nous concernait. Après cette rupture, la seule possibilité restante était de s'efforcer d'instaurer un gouvernement de centre-droite plutôt que de centre-gauche. C'est la raison pour laquelle nous avons attaqué le siège PS. Après l'échec de cette entreprise, nous nous devions, en tant que parti bourgeois majoritaire, d'essayer d'obtenir notre siège contre Johann Schneider-Ammann. Si nous avions réussi, nous aurions ensuite proposé M. Schneider-Ammann contre le dernier siège PS.

En proposant deux candidats modérés, vous avez tenté de démasquer la gauche, si aucun n'était élu. Y êtes-vous parvenus ?

Caspar Baader : La décision montre que, quelle que soit l'identité des candidats ou la stratégie que nous choisissons, le résultat est le même. La gauche, assistée du PDC, du PBD et des Verts libéraux, ne veut tout simplement pas nous voir avec deux sièges au Conseil fédéral, et ce, pour des raisons idéologiques. Nous devons tous assumer les conséquences de cette décision politique.

ne forte polarisation »

Vous démissionnez de votre charge de président de groupe. Conseillez-vous au stratège en chef Christoph Blocher et au président de parti Toni Brunner de vous emboîter le pas ?

Caspar Baader : Non, absolument pas. Ma démission est annoncée depuis longtemps et n'a rien à voir avec le résultat électoral. Mon successeur sera choisi le 21 janvier. Toni Brunner est le meilleur président de parti du pays. Il nous est indispensable. Christoph Blocher est le chef stratégique. Qui a plus d'expérience en gestion que lui? Il y a une vacance dans le comité de fraction, car le conseiller national Hansruedi Wandfluh démissionne de la vice-présidence. Des personnalités plus jeunes peuvent ici prendre le relais et défendre les décisions.

Extrait de l'article de Markus Somm, rédacteur en chef, dans la Basler Zeitung du 15 décembre 2011 :

« Quatre années troubles

Nous allons au-devant d'une époque difficile et des conflits risquent d'éclater autour de questions sur lesquelles l'UDC est en mesure de mobiliser une forte résistance : notre relation à l'UE, l'immigration incessante et l'augmentation parallèle du chômage, ce que même la Confédération ne passe plus sous silence ; de même, la restructuration urgente de l'État social, où le PS se trouve aussi dans le camp du non. Un gouvernement qui s'appuie sur des bases aussi faibles, patchwork de nombreux petits partis et d'autres partis un peu plus grands, aura de la peine à trouver des majorités. L'essentiel n'est pas de savoir à quel point la stratégie du PS ou de l'UDC était habile ou malhabile, ce qui est consternant est de constater avec quelle insouciance la concordance a été balayée le 14 décembre. »

Impressions sur l'élection du Conseil fédéral, recueillies à l'Hotel Kreuz à Berne, où les partisans de l'UDC s'étaient rassemblés.



Le conseiller fédéral Ueli Maurer a passé les minutes précédant son élection avec les supporters de l'UDC à l'Hotel Kreuz.



Alors même que le succès n'a pas été au rendez-vous, la délégation fribourgeoise n'a pas perdu le sourire.



Dans quelques instants, on annoncera qui occupera le deuxième siège. Tous les regards convergent vers le grand écran.



Pierre-Yves Rapaz, président de groupe de l'UDC Vaud, est interviewé.

6 Perspectives de la législature

Les défis de la législature à venir

Notre pays se trouve face à des difficultés économiques mais aussi face à de grands défis politiques. Une récession mondiale atteindra aussi la Suisse ; raison de plus pour veiller à mettre en place des conditions-cadre optimales et à décharger notre économie partout où c'est possible.



par Ueli Maurer, conseiller fédéral réélu, chef du DDPS, Wernetshausen (ZH)

Outre des problèmes économiques, la crise apporte avant tout de grands défis de politique intérieure et extérieure. Au cours des dernières années déjà, la Suisse a subi des pressions croissantes. On nous a reproché d'être un « paradis fiscal », comme si un paradis était quelque chose de négatif ; on nous a menacés de liste noire et de cavalerie. Et cette pression ira en s'intensifiant au cours des années à venir : les Etats endettés seront de plus en plus enclins à chercher un bouc émissaire, pour détourner l'attention de leurs propres problèmes. Ils craignent par ailleurs la concurrence que représente la place économique de la Suisse libérale. Enfin, ils trouvent chez nous ce qui manque chez eux : de l'argent.

L'indépendance en ligne de mire

Les revendications visent souvent notre indépendance : Un Etat indépendant décide lui-même du degré de protection de la vie privée. C'est dans ce cadre que s'inscrit le secret bancaire. A présent, des Etats étrangers exigent que nous supprimions cette protection. Ils achètent même des CD contenant des données bancaires volées.

Un Etat indépendant décide lui-même des conditions-cadre de son économie. Or l'UE s'immisce dans nos affaires et

nous reproche des « pratiques fiscales nuisibles ». Elle veut nous prescrire comment imposer les entreprises.

Un Etat indépendant décide lui-même qui peut y entrer et qui peut s'y établir. Nous avons cédé ce droit en signant l'accord de libre-circulation des personnes. Nous avons ainsi restreint si fortement notre marge de manœuvre dans la politique à l'égard des étrangers que nous ne sommes plus en mesure de réguler nous-mêmes l'immigration. La conséquence est un afflux massif de migrants, qui excède en tous points de vue les capacités de notre petit pays.

Un Etat indépendant édicte lui-même ses lois. L'UE exige désormais que nous adaptions automatiquement

“ Les Etats endettés seront de plus en plus enclins à chercher un bouc émissaire, pour détourner l'attention de leurs propres problèmes. Ils craignent par ailleurs la concurrence que représente la place économique de la Suisse libérale. Enfin, ils trouvent chez nous ce qui manque chez eux : de l'argent. ”

notre droit à celui de l'UE. Nous devrions non seulement nous engager à reprendre les lois existantes de l'Union européenne mais aussi toutes les lois que l'UE adopterait à l'avenir. En sciences politiques, on appelle cela un contrat colonial.

Sur le plan économique également, les conséquences seraient dévastatrices : nous serions contraints de suivre le même chemin que les Etats endettés. Dans la période difficile que nous traversons, il est cependant décisif que nous poursuivions sans fléchir sur notre voie indépendante et libérale : pas d'augmentations d'impôts, des allègements pour l'économie, moins de restrictions et de charges. Bref, moins d'Etat et plus de liberté pour tous.

Cela fait aussi partie des missions à accomplir ces prochaines années !

La sécurité comme fondement de l'indépendance

Une question étroitement liée à l'indépendance de la Suisse est celle de la sécurité. En effet, la sécurité est la base de l'indépendance et de la liberté, de la qualité de vie et de la prospérité. La sécurité sera donc le thème majeur de la législature à venir. La criminalité croissante préoccupe fortement la population, ce qui est compréhensible. Bien que la sécurité intérieure relève de la responsabilité des cantons, la Confédération doit y contribuer, car la législation en la matière est fédérale, à l'exemple de l'application de l'initiative sur le renvoi. La sécurité a aussi un aspect financier : en comparaison internationale, notre budget est plutôt bon. Mais nous avons aussi des choses à régler. Je pense notamment aux institutions sociales. Dans ce domaine, nous ne maîtrisons pas l'évolution des coûts, raison pour laquelle ceux-ci

doivent être placés au sommet de la liste des priorités. La crise de la dette montre clairement l'importance d'avoir des finances étatiques solides : les Etats en crise, surendettés, se rendent compte petit à petit que l'état de leurs finances leur fait aussi perdre leur indépendance.

Conclusion

L'indépendance de la Suisse ne va pas de soi. Elle sera remise en question au cours des années à venir. L'engagement en faveur de l'indépendance, de la sécurité et du libéralisme sera donc le plus grand défi de la législature à venir. C'est sur ces questions que notre pays devra prendre les décisions les plus importantes.

Le Conseil des États a délibéré, en tant que première Chambre, sur la **révision de la loi**



sur l'asile, qui aurait en réalité dû être effectuée il y a des années en procédure urgente. La révision supprime certes le droit d'asile pour les déserteurs mais ceux-ci peuvent rester en Suisse, puisqu'ils ne peuvent pas être renvoyés. La révision constitue un pas dans la bonne direction mais elle ne résout pas efficacement les problèmes dans le domaine de l'asile. Les propositions de l'UDC, par exemple de supprimer les demandes en reconsidération ainsi que les requêtes multiples, ont toutes été rejetées. Le projet sera maintenant transmis au National.

Alors que le Conseil des États voulait budgéter pour l'année prochaine un



zéro noir, le National prévoit, dans le **budget 2012**, un excédent de 266 millions de francs. Il y parvient en économisant sur le personnel (150 millions de francs), sur les frais d'exploitation (100 millions de francs) et sur les frais de conseil (50 millions de francs). D'autres propositions de réductions faites par l'UDC ont cependant été rejetées en bloc. Comme le Conseil des États, le Conseil national a arrêté, avec le soutien de l'UDC, une hausse de près de 29 millions de francs des subventions aux producteurs de lait, dans le but de pouvoir maintenir le supplément versé pour le lait transformé en fromage à 15 centimes.

Contre la volonté de l'UDC, le Conseil national s'est déclaré favorable, par 94 voix contre 86,



à **l'introduction d'une juridiction constitutionnelle**. Il s'agit d'une atteinte importante aux droits populaires et à la démocratie directe. La juridiction constitutionnelle entraînerait une politisation accrue de la justice et reporterait les compétences des citoyens et du Parlement sur les tribunaux. En fin de compte, le peuple n'aurait plus le dernier mot dans notre pays. L'UDC ne veut pas d'un pays gouverné par les juges et combattra l'introduction de la juridiction constitutionnelle avec toutes les forces dont elle dispose.



8 Nouveaux élus

Qui sont les nouveaux mem

Après l'élection du Conseil national, l'UDC reste, de loin, le parti représentant le plus grand nombre d'électeurs et obtient son troisième meilleur résultat de l'histoire du parti. 11 nouveaux parlementaires ont rejoint la fraction. Mais qui sont ces nouveaux ? Sur les neuf hommes et deux femmes, six n'ont pas encore 50 ans et font souffler un vent nouveau dans le groupe. Les nouveaux arrivants exercent toutes sortes de professions et viennent de trois régions linguistiques. Nous vous présentons ici les nouveaux visages.

Hansjörg Knecht - **1** - de Leibstadt (AG) a 51 ans. Depuis 1996 il siège au Grand Conseil et dirige comme entrepreneur la société Knecht Mühle. Hansjörg Knecht est marié.

Pierre Rusconi - **2** - de Sorengo (TI) a 62 ans. Depuis 1999 il siège au Grand Conseil et préside l'UDC Tessin depuis 2007. Pierre Rusconi travaille dans une fiduciaire, il est marié et a deux enfants.

Roland Eberle - **3** - de Weinfelden (TG) a 58 ans. De 1994 à 2006 il a été conseiller d'Etat. Roland Eberle a été élu le 23 octobre 2011 à l'issue du premier tour au Conseil des Etats. Il est marié et a trois enfants.

Hans Egloff - **4** - de Aesch (ZH) a 52 ans. Depuis 1995 il siège au Grand Conseil et dirige une étude d'avocats. Hans Egloff est marié.

Céline Amaudruz - **5** - de Puplinge (GE) a 32 ans. Depuis 2009 elle siège au Grand Conseil et préside l'UDC Genève depuis 2010. Céline Amaudruz travaille dans une grande banque.



bres du groupe UDC ?

Heinz Brand - **6** - de Klosters (GR) a 56 ans. Il été jusqu'en 2011 le directeur de l'office de la police et du droit civil du canton des Grisons. Heinz Brand est marié et a une fille.

Thomas Aeschi - **8** - de Baar (ZG) a 32 ans. Depuis 2010 il siège au Grand Conseil. Thomas Aeschi travaille dans une entreprise internationale de conseils à Zurich.

Nadja Pieren - **10** - de Berthoud (BE) a 31 ans. Depuis 2010 elle siège au Grand Conseil et est vice-présidente de l'UDC Suisse. Nadja Pieren a fondé une crèche privée pour les enfants.

Albert Rösti - **7** - de Uetendorf (BE) a 44 ans. Il est directeur de l'Interprofession du lait. Albert Rösti est marié et a deux enfants.

Thomas de Courten - **9** - de Rünnenberg (BL) a 45 ans. Depuis 2003 il siège au Grand Conseil et préside le groupe des députés depuis 2007. Thomas de Courten dirige son agence de conseils. Il est marié et a trois enfants.

Markus Hausammann - **11** - de Langgrickenbach (TG) a 47 ans. Depuis 1995 il siège au Grand Conseil. Markus Hausammann est agriculteur et monteur électrique EPZ. Il est marié et a quatre enfants.



10 Campagne électorale

Beaucoup d'émotions et d

Pendant l'année électorale 2011, les événements marquants se sont succédés : le contrat avec le peuple a été signé au cours d'une cérémonie festive, la grande famille UDC s'est retrouvée pour la fête sur la place fédérale, les motards se sont réunis pour leur première landsgemeinde sur le site de Raten à Oberägeri. Jeunes et vieux étaient heureux d'être ensemble, on a ri, discuté et fait la fête. L'UDC a ainsi une fois de plus affiché son grand credo : la proximité.

Contrat avec le peuple - Zurich - 27.08.2011



Fête de la famille U



Lancement du spot cinéma



- 12.08.2011
Schaffhouse

es moments forts



12 Assemblée des délégués

Oui à la concordance et à un

L'UDC, le plus grand parti de Suisse avec une part de 26,6 pour cent de l'électorat, a clairement droit à un deuxième siège au Conseil fédéral. En conséquence, les délégués UDC ont le samedi 10 décembre 2011, à Chamblon, unanimement adopté un manifeste au sujet de l'élection du Conseil fédéral du 14 (voir p. 3). Les délégués y ont rappelé qu'ils préféraient la participation au gouvernement à un rôle d'opposition. Une participation permet de prendre part aux processus décisionnels et de co-assumer pleinement les responsabilités. Si l'UDC doit agir dans l'opposition, elle sera contrainte de s'opposer plus souvent par voie d'initiative et de référendum. Les deux conseillers nationaux Jean-François Rime et Hansjörg Walter ont souligné qu'ils défendaient clairement la concordance, raison pour laquelle ils s'étaient mis à disposition en tant que candidats. Les délégués ont par ailleurs loué, dans une séance de discussion, la réaction éclairée de la direction du parti dans l'affaire Zuppiger et le retrait de sa candidature au Conseil fédéral. La direction du parti a fait preuve de ses compétences dans la gestion de crises et, grâce à sa réaction immédiate, elle a pu présenter la candidature du président du Conseil national Hansjörg Walter.



Le candidat au Conseil fédéral Jean-François Rime s'est soumis aux questions des délégués.



Le Candidat au Conseil fédéral Hansjörg Walter s'est lui aussi mis à disposition de l'Assemblée des délégués.



Plus de 300 délégués et 100 invités ont participé à la réunion et se sont fait expliquer les différentes réactions possibles en cas de rupture de la concordance le 14 décembre 2011. Le manifeste (voir page 3) a été adopté à l'unanimité.



Les conseillers nationaux Christoph Blocher et Jean-Pierre Grin en pleine conversation. Jean-Pierre Grin a contribué activement à l'organisation de l'AD.

le 10 décembre 2011 à Chamblon (VD) 13 **gouvernement responsable**



Deux membres du Conseil communal de Lausanne : Claude-Alain Voiblet (à gauche, président) et Philipp Stauber.



Le candidat au Conseil fédéral Jean-François Rime avec sa délégation de Fribourg.



Le président du parti Toni Brunner et le chef de fraction Caspar Baader débattent avec passion.



Les conseillers nationaux Adrian Amstutz et Hansjörg Walter ensemble sur l'estrade



Le conseiller fédéral Ueli Maurer s'adresse aux délégués en insistant sur les défis de la législature à venir.

14 Shop UDC

ICI VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT

**Votre annonce pleine page lue par 10'000 lecteurs romands pour
Fr 1'000.-**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande.
Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**. Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**



Commandez en ligne:
www.udc.ch



..... ex. ballon de foot UDC	25.-	..... ex. Pin's croix suisse	7.-
..... ex. porte-documents UDC	49.-	..... ex. Pin's logo UDC	7.-
..... ex. cravatte croix CH min.	50.-	..... ex. Pin's «UDC Gold»	7.-
..... ex. cravatte croix CH max.	50.-	..... ex. Post-it, bloc de 50	2.-
..... ex. cravatte UDC	50.-	..... ex. couteau suisse	20.-
..... ex. bonbons UDC	5.-	..... ex. autocollants (27/page)	5.-
..... ex. briquet UDC	5.-	..... ex. stylo UDC	2.50
..... ex. sac à dos UDC	10.-	..... ex. jeu de carte jass	3.-
		... franc.	... allemand.

Nom: Prénom:
Adresse: NPA: Lieu:
Mail: Téléphone:

Prière de nous renvoyer le talon:

Secrétariat général UDC, Case postale 8252, 3001 Berne, par fax au 031 300 58 59 ou par e-mail à **gs@svp.ch**

Impressum

Tirage:	10 000 exemplaires		
Edition:	Stiftung SVP-Parteizeitung	Adresse:	Franc-parler, Case postale 8252, 3001 Berne, franc-parler@udc.ch
Périodicité:	mensuelle	Imprimerie:	Zofinger Tagblatt AG, Henzmannstrasse 20, 4800 Zofingen, www.ztonline.ch
Collaborateurs:	Michèle Berger, Kevin Grangier	Crédit photo	Page 3: © UDC Suisse
Abonnement:	Fr. 35.- pour les non-membres.	Annonces:	Kevin Grangier, franc-parler@udc.ch
Photos:	Peter Schaub mail@peter-schaub.ch et Dany Schaer dany.schaer@bluewin.ch		

Réunion conviviale avec beaucoup à se dire

Le mercredi 14 décembre 2011, la fraction UDC s'est rassemblée pour le traditionnel repas du groupe à Berne. Plus de 200 invités étaient présents, un record. Les moments phares étaient les discours du conseiller fédéral réélu Ueli Maurer et du président de fraction Caspar Baader. Nos candidats au Conseil fédéral Hansjörg Walter et Jean-François Rime ainsi que les discussions au sujet des élections du matin étaient bien entendu au centre des attentions.



Le candidat au Conseil fédéral Hansjörg Walter et son épouse, Madeleine. L'UDC le félicite chaleureusement pour son excellente élection au Conseil national. Il se réjouit désormais vivement d'exercer sa fonction et de rencontrer la population.



Le candidat au Conseil fédéral Jean-François Rime, venu au repas de fraction avec sa famille, a souligné dans son discours à quel point il était reconnaissant du soutien de celle-ci.



Un convive toujours chaleureusement accueilli au repas de fraction annuel : l'ancien conseiller fédéral Adolf Ogi.



Dani Schulthess a assuré l'ambiance avec son groupe « Goldiger Örgeli-blitz » de Goldingen.



Hansruedi Wandfluh, vice-président du comité de fraction, a organisé les sessions du groupe.

LA SUISSE. SON 4x4.



Près de Riggisberg dans l'Oberland bernois.

Fr. 35'950.- (man.)

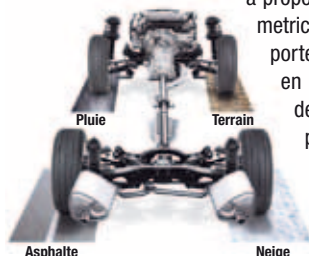
Modèles Forester dès Fr. 33'400.-.

Une valeur sûre: Symmetrical AWD Subaru.

Depuis 1979, le pionnier de la traction 4x4 rend les routes suisses plus sûres grâce à des voitures idéales pour la topographie et la météo de notre pays. Une histoire d'amour durable qui a permis à la marque vendant le plus de voitures particulières avec transmission intégrale dans le monde de devenir le n°1 des 4x4 en Suisse.

Subaru est le pionnier de la traction 4x4. Et continue de creuser son avance. Car Subaru est le seul constructeur

à proposer le système Symmetrical AWD. Pour un comportement sûr et équilibré en toute situation. Pour des réactions plus rapides et une meilleure stabilité en virage. Sur tous les revêtements, par tous les temps.



Plus pour moins: Forester 2.0X AWD Swiss.

A la fois tout-terrain, voiture de sport, monospace et berline. Un break 4x4 surélevé éminemment confortable offrant une vue imprenable sur le monde.

Puissance: moteur SUBARU BOXER 4 cylindres 16V en alliage léger, 1994 cm³, 150 ch (110 kW), DOHC, Dual Range 2x5 vitesses avec assistance aux démarrages en côte (Hill Start Assist) ou boîte automatique avec mode manuel.

Sécurité: Symmetrical AWD (permanente), ABS avec EBD et assistance au freinage, airbags conducteur, passager et latéraux à l'avant, airbags rideaux à l'avant et à l'arrière, appuis-tête actifs à l'avant, prétensionneurs de ceintures et limiteurs de la force de retenue à l'avant, protection enveloppante, ancrages Isofix pour sièges enfants, contrôle électronique de la dynamique de conduite (Vehicle Dynamics Control), 5 étoiles au crash-test de l'ANCAP et médaille d'or du «Top Safety Pick» au crash-test de l'IIHS.

Équipement: train de roulement grand confort avec réglage automatique de l'assiette à l'arrière, climatisation automatique avec filtre à pollen, régulateur de vitesse, éclairage intérieur bleu, radio/CD avec 4 haut-parleurs, garde au sol de 21,5 cm, capacité de chargement pouvant atteindre 1660 l (VDA).

Catégorie de rendement énergétique C, CO₂ 173/174 g/km, consommation mixte 7,5 l/100 km (man./aut.). Moyenne de toutes les voitures neuves proposées: 188 g/km.

Modèles Forester avec Boxer Diesel, 1000 km d'autonomie avec un plein, 6,3 à 6,4 l/100 km, CO₂ 167 à 170 g/km, dès Fr. 38'750.-. Leasing à 4,9% pour tous les modèles avec Boxer Diesel jusqu'au 31 décembre 2011.

SUBARU
Confidence in Motion



Justy 4x4
5 portes, Fr. 22'850.-.



Trezia
5 portes, traction avant, dès Fr. 22'500.-. Aussi avec diesel.



Impreza 4x4/WRX STI 4x4
5 portes, dès Fr. 27'000.-. Impreza aussi avec boxer diesel.



XV 4x4
5 portes. Un prix irrésistible. Aussi avec boxer diesel. Dès février 2012.



Forester 4x4
5 portes, dès Fr. 33'400.-. Aussi avec boxer diesel.



Legacy 4x4
4/5 portes, dès Fr. 33'650.-. Aussi avec boxer diesel.



Outback 4x4
5 portes, dès Fr. 39'350.-. Aussi avec boxer diesel.